



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'OPEP fait partie de la solution et non du problème posé par les changements climatiques selon le Secrétaire exécutif de la CCNUCC

(Riyad, 15 novembre 2007) – Prenant la parole lors d'un séminaire de haut niveau organisé par l'OPEP à Riyad, M. Yvo de Boer, Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, a affirmé que la lutte engagée pouvait être extrêmement bénéfique pour l'économie des pays de l'OPEP.

« L'action internationale dans le domaine du climat est une guerre contre les émissions, pas contre le pétrole », a-t-il précisé. « Les hydrocarbures occuperont encore pendant de nombreuses décennies une place centrale dans l'éventail des sources énergétiques, en raison notamment de la hausse de la demande mondiale. Mais ils devront être décarburés par des techniques efficaces. L'OPEP peut contribuer notablement à la solution », a-t-il ajouté.

Selon le plus haut responsable des questions climatiques au sein de l'ONU, l'application résolue d'objectifs de réduction stricts dans les pays industrialisés favorisera grandement la mise au point et l'utilisation de telles techniques.

« Si l'on développe et exploite les techniques voulues, les principaux combustibles fossiles continueront à être utiles », a déclaré M. de Boer. « Ainsi, les pays exportateurs de pétrole n'ont pas à craindre le passage à une économie mondiale qui émet moins de carbone; en revanche, ils peuvent faire beaucoup pour que les négociations internationales sur le régime à mettre en place après 2012 soient lancées cette année ».

Les négociations d'un nouvel accord international débiteront lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Bali en décembre. Elles devront s'achever en 2009 pour que l'accord puisse être ratifié avant la fin de la première période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto, en 2012.

« Il y a bien des façons dont l'économie des pays exportateurs pourrait bénéficier des mesures prises contre les changements climatiques afin que le développement mondial ne repose plus sur le carbone, mais une solution politique internationale, sous l'égide des Nations Unies, est nécessaire de toute urgence, » a insisté M. de Boer.

Alors que M. de Boer s'adressait aux Ministres de l'énergie des pays de l'OPEP, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de l'ONU analysait à Valence la



synthèse des documents qu'il a publiés cette année. Ces rapports précisent les terribles répercussions qu'auraient les changements climatiques si les conditions actuelles se poursuivaient, dont l'élévation du niveau de la mer, la sécheresse et le manque d'eau.

« Les données scientifiques présentées en ce moment même en Espagne montrent toujours plus clairement que le mode de développement actuel n'est pas viable et que les émissions de gaz à effet de serre doivent baisser pour préserver la survie de l'humanité », a indiqué M. de Boer. « La possibilité que les revenus tirés du pétrole s'épuisent pourrait être une chance à saisir ».

Selon le GIEC, une multitude de nouvelles technologies peuvent aider à réduire les émissions, dont celle du piégage et du stockage du dioxyde de carbone. Si les émissions de gaz à effet de serre étaient stabilisées à l'échelle mondiale, cette technique appliquée à la production d'électricité, à la transformation industrielle et au raffinage des combustibles pourrait engendrer des économies de CO₂ atteignant 20 %.

Le futur régime international pourrait inclure le piégage et le stockage du dioxyde de carbone dans le mécanisme pour un développement propre, qui permet aux pays industrialisés d'investir dans des projets de développement durable dans les pays en développement, en retour de crédits d'émission échangeables.

Grâce à diverses techniques, telles la production d'hydrogène et l'utilisation du pétrole à d'autres usages que celui de combustible (fabrication de lubrifiants et de matières plastiques), les hydrocarbures resteront longtemps encore un produit important à l'échelle planétaire.

Pour de plus amples informations et pour des interviews à Riyad, veuillez communiquer avec :

John Hay, porte-parole, tél. : (+49-228) 815-1404, mobile : (+49-172) 258-6944, courriel : jhay@unfccc.int

Pour des interviews ne portant pas sur le séminaire de haut niveau de l'OPEP, veuillez communiquer avec Mme Carrie Assheuer, Assistante à l'information publique et aux médias : tél. : (+49-228) 815-1005, courriel : press@unfccc.int

La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques - Bali, 2007

La Conférence se déroulera cette année, du 3 au 14 décembre, sous la présidence du Ministre indonésien de l'environnement, Rachmat Witoelar, avec l'appui du secrétariat des changements climatiques. Plus de dix mille participants sont attendus. Le but premier est de lancer les négociations d'un accord international sur les changements climatiques. Il ne s'agit pas de produire un texte parfaitement négocié et accepté, mais d'amorcer un processus. Les Parties devraient s'entendre sur les principales questions visées par l'accord, telles que l'atténuation des effets (y compris la prévention du déboisement), l'adaptation, la technologie et le financement. Elles devraient en outre fixer la fin des négociations à 2009.

La CCNUCC

Avec 192 Parties, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques regroupe pratiquement tous les pays de la planète. Le Protocole de Kyoto, qui en est issu en 1997, compte pour sa part 176 États membres. En vertu de ce dernier instrument, 36 États formés de pays hautement industrialisés et de pays en transition vers une économie de marché sont légalement tenus de limiter et de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, tandis que les pays en développement ont contracté des engagements non juridiquement contraignants. Le but ultime des deux traités est de stabiliser les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre à un niveau qui n'interfère pas de manière dangereuse avec le système climatique.